

**Décret n° 2-98-974 du 17 ramadan 1419 (5 janvier 1999)  
portant institution du conseil et du comité  
interministériels permanents chargés du développement  
rural.**

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution, notamment son article 63 ;

Vu le dahir n° 1-98-38 du 17 kaada 1418 (16 mars 1998)  
portant nomination des membres du gouvernement ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le  
5 ramadan 1419 (24 décembre 1998),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Il est institué un conseil interministériel  
permanent du développement rural, chargé de la conception, de  
l'orientation et de la coordination de l'action gouvernementale en  
matière de développement rural.

A ce titre, il a pour missions de :

- proposer au gouvernement la stratégie de développement  
rural intégré ;
- définir les orientations nécessaires à l'élaboration par le comité  
interministériel visé à l'article 4 ci-après, des propositions de  
programmes de développement rural, en conformité avec le  
plan de développement économique et social ;
- assurer la coordination des programmes des départements  
concernés en vue d'un développement harmonieux en  
milieu rural ;
- assurer, en liaison avec les départements ministériels  
concernés, le suivi de la réalisation des programmes de  
développement rural.

ART. 2. – Ce conseil est composé des membres suivants :

- le Premier ministre, président ;
- le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur ;
- le ministre chargé de l'aménagement du territoire, de  
l'environnement, de l'urbanisme et de l'habitat ;
- le ministre de l'économie et des finances ;
- le ministre de l'agriculture, du développement rural et des  
pêches maritimes ;
- le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ;
- le ministre du développement social, de la solidarité, de  
l'emploi, et de la formation professionnelle, porte-parole  
du gouvernement ;
- le ministre de l'équipement ;
- le ministre de l'énergie et des mines ;
- le ministre de l'éducation nationale ;
- le ministre du transport et de la marine marchande ;
- le ministre de la santé ;
- le ministre des habous et des affaires islamiques ;
- le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de  
la prévision économique et du plan ;
- le ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, du  
développement rural et des pêches maritimes chargé des  
pêches maritimes ;
- le ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, du  
développement rural et des pêches maritimes, chargé des  
eaux et forêts ;

- le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des  
affaires étrangères et de la coopération, chargé de la  
coopération ;
- le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'enseignement  
supérieur, de la formation des cadres et de la recherche  
scientifique, chargé de la recherche scientifique ;
- le secrétaire d'Etat auprès du ministre du développement  
social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation  
professionnelle, chargé de la solidarité et de l'action  
humanitaire.

Le secrétariat permanent du comité est assuré par le  
ministère de l'agriculture, du développement rural et des pêches  
maritimes.

ART. 3. – Le conseil se réunit, autant que de besoins, sur  
convocation de son président. Il tient une session annuelle, au mois  
d'octobre, pour l'approbation des programmes retenus conformément  
à l'article 5 et la définition de leurs modes de financement.

ART. 4. – Un comité interministériel *ad hoc* est constitué des  
représentants des départements membres du conseil visé à  
l'article premier ci-dessus.

Le secrétariat permanent de ce comité est assuré par le  
ministère de l'agriculture, du développement rural et des pêches  
maritimes.

ART. 5. – Le comité interministériel a pour mission de  
proposer conformément aux orientations du conseil, les  
programmes de développement rural intégré en s'appuyant en  
priorité sur les programmes sectoriels des différents départements  
concernés.

Il doit dresser annuellement un rapport d'évaluation sur  
l'état d'avancement des programmes qu'il soumettra au conseil.

ART. 6. – Le ministre de l'agriculture, du développement  
rural et des pêches maritimes est chargé de l'exécution du présent  
décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

*Fait à Rabat, le 17 ramadan 1419 (5 janvier 1999).*

ABDERRAHMAN YOUSOUFI.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'agriculture,  
du développement rural  
et des pêches maritimes,  
HABIB EL MALKI.*